

# L'eurosocialisme

par André Pierre Donneur

Il y a quatre ans, on ne parlait que d'eurocommunisme. Ce vocable, lancé en novembre 1975 par des journalistes italiens à la suite de la rencontre Berlinguer-Marchais, secrétaires des partis communiste italien (PCI) et français (PCF) ne fait plus guère maintenant les manchettes. Aujourd'hui, c'est l'eurosocialisme qui est à l'honneur, bien qu'il se manifeste d'une manière moins spectaculaire. Il recouvre pourtant une réalité plus tangible que l'élection de François Mitterand à la présidence de la République française vient de nous rappeler.

Certes, certains nostalgiques continuent à évoquer l'eurocommunisme à propos des partis communistes italien (PCI) et d'Espagne (PCE), mais la politique pratiquée par le parti communiste français (PCF) depuis septembre 1977 l'a disqualifié quant à l'appartenance à ce courant. Cette attitude a vidé ce vocable de toute signification actuelle, puisque l'orientation commune des trois partis en constituait l'essence, même si quelques petits partis d'Europe occidentale et le parti communiste . . . japonais s'y rattachaient. C'est, en effet, la déclaration des trois partis — PCI, PCE et PCF — publiée le 3 mars 1977 à l'issue de la rencontre de leurs trois secrétaires généraux qui était le document-clé de leur conception commune. Rétrospectivement, ce document fait figure de témoignage d'une époque dépassée. Les trois partis y exprimaient leur volonté de «réaliser le plus large accord des forces politiques et sociales prêtes à contribuer à une politique de progrès et de renouveau». Ils affirmaient leur volonté de mettre en oeuvre un «socialisme dans la démocratie et la liberté», soit construire «une société nouvelle dans la pluralité des forces politiques et sociales, dans le respect, la garantie et le développement de toutes les libertés collectives et individuelles».

L'encre de cette déclaration était à peine sèche que le PCF se lançait dès le 31 mars 1977 dans sa campagne d'actualisation du programme commun qui devait aboutir à la rupture des négociations puis de l'union de la gauche. C'était les attaques bien orchestrées pour faire fléchir d'abord les militants puis les électeurs du parti socialiste. Celui-ci tenait bon, même s'il signait avec le PCF un accord électoral entre les deux tours des élections législatives de mars 1978. L'essentiel était que le parti socialiste avait refusé d'octroyer au PCF les positions de pouvoir que ce dernier réclamait pour dominer la gauche et imposer son projet de société. Il

---

*M. Donneur est professeur au Département de science politique de l'Université du Québec à Montréal. Il est l'auteur de nombreux écrits sur le socialisme international, dont l'Histoire de l'Union des partis socialistes.*